

Procès-Verbal

Séance du 27 Janvier 2025

L' an 2025 et le 27 Janvier à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de THÉBAULT Louis Maire

Présents : M. THÉBAULT Louis, Maire, Mmes : HERRY-VRIGNAT Marie-Christine, HIVERT Sylvie, PANNETIER Françoise, PAUTREL Chantal, PIGEON Sylvie, RONSOUX Nathalie, TRÉCAN Marilyne, MM : BIGUÉ Yann, BORDIER Jean-Yves, BRUNE Didier, CAYRE Damien, GUILLOUX Sylvain, LELOUP Jean-Pierre, SORIN Rémi

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme CHAPPÉ Emilie à Mme PIGEON Sylvie, M. ROUSSEL Axel à Mme HERRY-VRIGNAT Marie-Christine

Absent(s) : M. RONDIN Bruno

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 18
- Présents : 15

Date de la convocation : 22/01/2025

Date d'affichage : 22/01/2025

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture de Rennes

le :

et publication ou notification

du :

A été nommé(e) secrétaire : M. GUILLOUX Sylvain

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

Finances : Budget principal de la Commune 2025 : admission de titre en non-valeur - 2025-27/01-01
Finances : Budget principal de la Commune 2025 : admission de titre en créances éteintes - 2025-27/01-02
Finances : ouverture de crédit avant le vote du budget primitif - 2025-27/01-03
Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°3 - 2025-27/01-04
Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°4 - 2025-27/01-05
Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°6 - 2025-27/01-06
Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot N°8 - 2025-27/01-07
Service de garde champêtre - 2025-27/01-08
Salle Serge Gas : devis chauffage et ventilation - 2025-27/01-09
Défense extérieure contre l'incendie : choix de l'emplacement et du devis - 2025-27/01-10
Vidéo-protection communale : demande de subventions - 2025-27/01-11
Bannière de l'église : demande de subventions - 2025-27/01-12

Finances : Budget principal de la Commune 2025 : admission de titre en non-valeur
réf : 2025-27/01-01

Vu le courriel du 02 juillet 2024 de la trésorerie de Dol de Bretagne proposant une liste de créance pour admission en non-valeur ;

Considérant que l'admission en non-valeur demeure exceptionnelle, elle permet de dégager la responsabilité du comptable dans le recouvrement d'une créance, compte tenu des actions de recouvrement qu'il a engagé jusqu'à ce jour ;

Considérant que ces créances pourront cependant toujours être encaissées par le comptable en cas de paiement spontané par le débiteur ou en cas de reversement suite aux saisies sur comptes bancaires ou sur salaires qui ont été engagées sur les dossiers concernés ; et ce, même après l'acceptation de la proposition d'admission en non-valeur ;

Considérant que les titres suivants n'ont jamais été réglés à la commune de Pleine-Fougères :

Liste 6742340712 pour un montant total de 727,72€ pour l'année 2024.

2017 : T-94

2020 : T-136, T-282, T-343, T-344

2021 : T-1367, T-1877, T-5493430012, T-5871140512

2022 : T-1798, T-1799, T-1800, T-1801, T-1802

2023 : T-2160, T-2302, T-2424, T- 2474

Considérant qu'il convient pour le conseil municipal de constater ces admissions en non-valeur ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

-de constater l'admission en non-valeur, numéro de liste 6742340712, pour un montant total de 727,72€ à comptabiliser au C6541 ;

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Finances : Budget principal de la Commune 2025 : admission de titre en créances éteintes
réf : 2025-27/01-02

Vu le courriel du 02 juillet 2024 de la trésorerie de Dol de Bretagne demandant de constater des créances éteintes ;

Considérant que la procédure de créances éteintes s'impose à la collectivité créancière et interdit toute action en recouvrement au comptable public, constituant donc une charge définitive pour la collectivité ;

Considérant que les titres suivants n'ont jamais été réglés à la commune de Pleine-Fougères :

Liste 6664291512 pour un montant total 2005,43€ pour l'année 2024 ;

2023 : T-75-70878 ; T-375-70878, T- 636-70878, T-1127-70878, T-1191-70878

T-75- 752 ; T-375- 752, T- 636- 752, T-1127- 752, T-1191- 752

Considérant que les dettes correspondent à des dossiers de surendettement -effacement de la dette et radiation de société au RCS ;

Considérant qu'il convient pour le conseil municipal de constater ces créances éteintes ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

-de constater les créances éteintes, numéro de liste 6664291512, pour un montant total de 2005,43€ à comptabiliser au C 6542 ;

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Finances : ouverture de crédit avant le vote du budget primitif
réf : 2025-27/01-03

M. le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6.

Montant des dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2024 (hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts ») = 1 930 455.97 €

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 482 613.99€, soit 25% de 1 930 455.97 €

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

- **Opération 51 « Réserve Foncière »**
 - Achat terrain SNCF : 33 000 €

- **Opération 105 : « Informatique Mairie »**
 - Licence Logiciel Mairie : 3 000 €

- **Opération 58 : « Achat de Matériel »**
 - Achat de matériel : 30 000 €

- **Compte 165 (Dépenses Section Investissement)**
 - Caution Logements : 2000 €

TOTAL = 68 000 € (inférieur au plafond autorisé de 482 613.99 €)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- d'accepter les propositions de M. le maire dans les conditions exposées ci-dessus.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°3

réf : 2025-27/01-04

Vu la délibération n° 11 du 9 mai 2022 autorisant Monsieur le Maire à lancer le projet de rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n°7 du 4 juillet 2022 attribuant la maîtrise d'œuvre au cabinet BOULET Architectes de Rennes pour le projet de rénovation du Sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 14 du 05 décembre 2022 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre de le DETR ;

Vu la délibération n° 21 du 27 février 2023 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre du Fond Vert, au titre de la DSIL ainsi qu'à l'Agence Nationale du Sport et auprès d'autres financeurs pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 9 du 11 septembre 2023 validant l'avant-projet définitif présenté par le maître d'œuvre Boulet Architectes pour un budget prévisionnel de 1 726 182€ HT€ soit 2 071 419€ TTC ;

Vu le lancement du marché à procédure adapté en date du 26 octobre 2023 ;

Vu la date de remises des offres le 20 novembre 2023 ;

Vu les propositions de la commission appel d'offre en date du 07 décembre 2023

Vu la délibération n°5 du 18 décembre 2023 autorisant Monsieur le Maire de valider le plan de financement, d'autoriser Monsieur le Maire à finaliser les demandes de subventions et à signer les actes d'engagements avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 (démolition/gros œuvre) : Entreprise Cf Construction (35) pour un montant de 125 795,33€ HT soit 150 954,40€ TTC ;

- Lot 2 (charpente bois) : Entreprise Daniel Construction (35) pour un montant de 179 282,39€ HT soit 215 138,87€ TTC ;

- Lot 3 (couverture métallique) : Entreprise Penthièvre Couverture Bardage (22) pour un montant de 532 527,40€HT soit 639 032,88€ TTC ;

- Lot 4 (bardage) : Entreprise Penthièvre Couverture Bardage (22) pour un montant de 218 039.71€HT soit 261 647,65€ TTC ;

- Lot 5 (ravalement ite) : Entreprise Janvier (35) pour un montant de 83 000€ HT soit 99 600€ TTC ;

- Lot 6 (menuiseries extérieures /serrurerie) : Entreprise Ser Al Fer (35) pour un montant de 60 920€ HT soit 73 104€ TTC ;

- Lot 7 (menuiseries intérieures) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 28 178,66€ HT soit 33 814,39€ TTC ;

- Lot 8 (doublages - cloisons / plafonds) : Entreprise Le Coq Hervé (35) pour un montant de 21 293€ HT soit 25 551,60€ TTC ;

- Lot 9 (chapes /sols/carrelage faïence) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 20 168,19€ HT soit 24 201,83€ TTC ;

- Lot 10 (peinture/nettoyage) : Entreprise Briens Christophe (50) pour un montant 28 850€ HT soit 34 620€ TTC ;
- Lot 11 (électricité /courant faible) : Entreprise Bernard Electricité (35) pour un montant de 118 321,13€ HT soit 141 985,36€ TTC options comprises ;
- Lot 12 (équipements sanitaires/chauffage/traitement d'air) : Entreprise CVC Emeraude (35) pour un montant 228 874,20€ HT soit 274 649,04€ TTC options comprises ;
- Lot 13 (panneaux photovoltaïques autoconsommation) : Entreprise ALLEZ Cie pour un montant de 29 678,30€ HT soit 35 613,96 € TTC options comprises ;

Considérant le courrier de l'entreprise Penthievre-Couverture-Bardage(titulaire du lot 3) en date du 17 décembre 2024 informant la commune que l'entreprise Penthievre-Couverture -Bardage fusionne avec l'entreprise SMAC et que désormais les factures pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon seront au nom de l'entreprise SMAC.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'établir un avenant de transfert pour le lot n°3 couverture métallique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n°1 au lot n°3 pour le transfert de l'entreprise Penthievre-couverture bardage à l'entreprise SMAC.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°4
réf : 2025-27/01-05

Vu la délibération n° 11 du 9 mai 2022 autorisant Monsieur le Maire à lancer le projet de rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n°7 du 4 juillet 2022 attribuant la maîtrise d'œuvre au cabinet BOULET Architectes de Rennes pour le projet de rénovation du Sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 14 du 05 décembre 2022 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre de le DETR ;

Vu la délibération n° 21 du 27 février 2023 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre du Fond Vert, au titre de la DSIL ainsi qu'à l'Agence Nationale du Sport et auprès d'autres financeurs pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 9 du 11 septembre 2023 validant l'avant-projet définitif présenté par le maître d'œuvre Boulet Architectes pour un budget prévisionnel de 1 726 182€ HT€ soit 2 071 419€ TTC ;

Vu le lancement du marché à procédure adapté en date du 26 octobre 2023 ;

Vu la date de remises des offres le 20 novembre 2023 ;

Vu les propositions de la commission appel d'offre en date du 07 décembre 2023

Vu la délibération n°5 du 18 décembre 2023 autorisant Monsieur le Maire de valider le plan de financement, d'autoriser Monsieur le Maire à finaliser les demandes de subventions et à signer les actes d'engagements avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 (démolition/gros œuvre) : Entreprise Cf Construction (35) pour un montant de 125 795,33€ HT soit 150 954,40€ TTC ;
- Lot 2 (charpente bois) : Entreprise Daniel Construction (35) pour un montant de 179 282,39€ HT soit 215 138,87€ TTC ;

- Lot 3 (couverture métallique) : Entreprise Penthievre Couverture Bardage (22) pour un montant de 532 527,40€HT soit 639 032,88€ TTC ;
- Lot 4 (bardage) : Entreprise Penthievre Couverture Bardage (22) pour un montant de 218 039,71€HT soit 261 647,65€ TTC ;
- Lot 5 (ravalement ite) : Entreprise Janvier (35) pour un montant de 83 000€ HT soit 99 600€ TTC ;
- Lot 6 (menuiseries extérieures /serrurerie) : Entreprise Ser Al Fer (35) pour un montant de 60 920€ HT soit 73 104€ TTC ;
- Lot 7 (menuiseries intérieures) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 28 178,66€ HT soit 33 814,39€ TTC ;
- Lot 8 (doublages - cloisons / plafonds) : Entreprise Le Coq Hervé (35) pour un montant de 21 293€ HT soit 25 551,60€ TTC ;
- Lot 9 (chapes /sols/carrelage faïence) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 20 168,19€ HT soit 24 201,83€ TTC ;
- Lot 10 (peinture/nettoyage) : Entreprise Briens Christophe (50) pour un montant 28 850€ HT soit 34 620€ TTC ;
- Lot 11 (électricité /courant faible) : Entreprise Bernard Electricité (35) pour un montant de 118 321,13€ HT soit 141 985,36€ TTC options comprises ;
- Lot 12 (équipements sanitaires/chauffage/traitement d'air) : Entreprise CVC Emeraude (35) pour un montant 228 874,20€ HT soit 274 649,04€ TTC options comprises ;
- Lot 13 (panneaux photovoltaïques autoconsommation) : Entreprise ALLEZ Cie pour un montant de 29 678,30€ HT soit 35 613,96 € TTC options comprises ;

Considérant le courrier de l'entreprise Penthievre-Couverture-Bardage(titulaire du lot n°4) en date du 17 décembre 2024 informant la commune que l'entreprise Penthievre-Couverture -Bardage fusionne avec l'entreprise SMAC et que désormais les factures pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon seront au nom de l'entreprise SMAC.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'établir un avenant de transfert pour le lot n°4 bardage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n°1 au lot n°4 pour le transfert de l'entreprise Penthievre-couverture bardage à l'entreprise SMAC
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot n°6
réf : 2025-27/01-06

Vu la délibération n° 11 du 9 mai 2022 autorisant Monsieur le Maire à lancer le projet de rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n°7 du 4 juillet 2022 attribuant la maîtrise d'œuvre au cabinet BOULET Architectes de Rennes pour le projet de rénovation du Sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 14 du 05 décembre 2022 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre de le DETR ;

Vu la délibération n° 21 du 27 février 2023 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre du Fond Vert, au titre de la DSIL ainsi qu'à l'Agence Nationale du Sport et auprès d'autres financeurs pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 9 du 11 septembre 2023 validant l'avant-projet définitif présenté par le maître d'œuvre Boulet Architectes pour un budget prévisionnel de 1 726 182€ HT€ soit 2 071 419€ TTC ;

Vu le lancement du marché à procédure adaptée en date du 26 octobre 2023 ;

Vu la date de remises des offres le 20 novembre 2023 ;

Vu les propositions de la commission appel d'offre en date du 07 décembre 2023

Vu la délibération n°5 du 18 décembre 2023 autorisant Monsieur le Maire de valider le plan de financement, d'autoriser Monsieur le Maire à finaliser les demandes de subventions et à signer les actes d'engagements avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 (démolition/gros œuvre) : Entreprise Cf Construction (35) pour un montant de 125 795,33€ HT soit 150 954,40€ TTC ;

- Lot 2 (charpente bois) : Entreprise Daniel Construction (35) pour un montant de 179 282,39€ HT soit 215 138,87€ TTC ;

- Lot 3 (couverture métallique) : Entreprise Penthivière Couverture Bardage (22) pour un montant de 532 527,40€ HT soit 639 032,88€ TTC ;

- Lot 4 (bardage) : Entreprise Penthivière Couverture Bardage (22) pour un montant de 218 039,71€ HT soit 261 647,65€ TTC ;

- Lot 5 (ravalement ite) : Entreprise Janvier (35) pour un montant de 83 000€ HT soit 99 600€ TTC ;

- Lot 6 (menuiseries extérieures /serrurerie) : Entreprise Ser Al Fer (35) pour un montant de 60 920€ HT soit 73 104€ TTC ;

- Lot 7 (menuiseries intérieures) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 28 178,66€ HT soit 33 814,39€ TTC ;

- Lot 8 (doublages - cloisons / plafonds) : Entreprise Le Coq Hervé (35) pour un montant de 21 293€ HT soit 25 551,60€ TTC ;

- Lot 9 (chapes /sols/carrelage faïence) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 20 168,19€ HT soit 24 201,83€ TTC ;

- Lot 10 (peinture/nettoyage) : Entreprise Briens Christophe (50) pour un montant 28 850€ HT soit 34 620€ TTC ;

- Lot 11 (électricité /courant faible) : Entreprise Bernard Electricité (35) pour un montant de 118 321,13€ HT soit 141 985,36€ TTC options comprises ;

- Lot 12 (équipements sanitaires/chauffage/traitement d'air) : Entreprise CVC Emeraude (35) pour un montant 228 874,20€ HT soit 274 649,04€ TTC options comprises ;

- Lot 13 (panneaux photovoltaïques autoconsommation) : Entreprise ALLEZ Cie pour un montant de 29 678,30€ HT soit 35 613,96 € TTC options comprises ;

Considérant le devis n° 24111843 de l'entreprise SER AL FER pour de la fourniture et la pose de deux portes grillagées à la demande de la commune d'un montant de 9 450€ HT soit 11 340€ TTC ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'autoriser l'établissement d'un avenant n°1 au lot n° 6 pour la fourniture et la pose de 7 portes grillagées doubles vantaux par l'entreprise SER AL FER

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré la majorité (16 voix pour ,1 abstention Monsieur Leloup) décide :

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au lot n°6 pour la fourniture et la pose de 7 portes grillagées doubles vantaux d'un montant de 9 450€ HT soit 11 340€ TTC pour l'entreprise SER AL FER ;

-d'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A la majorité (pour : 16 contre : 0 abstentions : 1)

Complexe sportif Jean Gallon : avenant n°1 au lot N°8
réf : 2025-27/01-07

Vu la délibération n° 11 du 9 mai 2022 autorisant Monsieur le Maire à lancer le projet de rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n°7 du 4 juillet 2022 attribuant la maîtrise d'œuvre au cabinet BOULET Architectes de Rennes pour le projet de rénovation du Sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 14 du 05 décembre 2022 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre de le DETR ;

Vu la délibération n° 21 du 27 février 2023 autorisant Monsieur le Maire à demander une subvention au titre du Fond Vert, au titre de la DSIL ainsi qu'à l'Agence Nationale du Sport et auprès d'autres financeurs pour la rénovation du complexe sportif Jean Gallon ;

Vu la délibération n° 9 du 11 septembre 2023 validant l'avant-projet définitif présenté par le maître d'œuvre Boulet Architectes pour un budget prévisionnel de 1 726 182€ HT€ soit 2 071 419€ TTC ;

Vu le lancement du marché à procédure adapté en date du 26 octobre 2023 ;

Vu la date de remises des offres le 20 novembre 2023 ;

Vu les propositions de la commission appel d'offre en date du 07 décembre 2023

Vu la délibération n°5 du 18 décembre 2023 autorisant Monsieur le Maire de valider le plan de financement, d'autoriser Monsieur le Maire à finaliser les demandes de subventions et à signer les actes d'engagements avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 (démolition/gros œuvre) : Entreprise Cf Construction (35) pour un montant de 125 795,33€ HT soit 150 954,40€ TTC ;

- Lot 2 (charpente bois) : Entreprise Daniel Construction (35) pour un montant de 179 282,39€ HT soit 215 138,87€ TTC ;

- Lot 3 (couverture métallique) : Entreprise Penthivière Couverture Bardage (22) pour un montant de 532 527,40€HT soit 639 032,88€ TTC ;

- Lot 4 (bardage) : Entreprise Penthivière Couverture Bardage (22) pour un montant de 218 039.71€HT soit 261 647,65€ TTC ;

- Lot 5 (ravalement ite) : Entreprise Janvier (35) pour un montant de 83 000€ HT soit 99 600€ TTC ;

- Lot 6 (menuiseries extérieures /serrurerie) : Entreprise Ser Al Fer (35) pour un montant de 60 920€ HT soit 73 104€ TTC ;

- Lot 7 (menuiseries intérieures) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 28 178,66€ HT soit 33 814,39€ TTC ;

- Lot 8 (doublages - cloisons / plafonds) : Entreprise Le Coq Hervé (35) pour un montant de 21 293€ HT soit 25 551,60€ TTC ;

- Lot 9 (chapes /sols/carrelage faïence) : Entreprise Belloir SAS (35) pour un montant de 20 168,19€ HT soit 24 201,83€ TTC ;

- Lot 10 (peinture/nettoyage) : Entreprise Briens Christophe (50) pour un montant 28 850€ HT soit 34 620€ TTC ;

- Lot 11 (électricité /courant faible) : Entreprise Bernard Electricité (35) pour un montant de 118 321,13€ HT soit 141 985,36€ TTC options comprises ;

- Lot 12 (équipements sanitaires/chauffage/traitement d'air) : Entreprise CVC Emeraude (35) pour un montant 228 874,20€ HT soit 274 649,04€ TTC options comprises ;

- Lot 13 (panneaux photovoltaïques autoconsommation) : Entreprise ALLEZ Cie pour un montant de 29 678,30€ HT soit 35613,96 € TTC options comprises ;

Considérant les devis n° 24-11-403 et n°24-10-389 de l'entreprise LE COQ pour la pose de panneaux acoustiques ainsi que la pose de doublage suite à la dépose d'un doublage existant, prévu initialement conservé pour un montant total 11 150,25€ HT soit 13 380,30€ TTC.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'autoriser l'avenant n°1 pour le lot n°8.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré la majorité (16 voix pour ,1 abstention Monsieur Leloup) décide -d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au lot n°8 pour la pose de panneaux acoustiques ainsi que la pose de doublage pour un montant total 11 150,25€ HT soit 13 380,30€ TTC pour l'entreprise Le Coq ;
-d'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A la majorité (pour : 16 contre : 0 abstentions : 1)

Service de garde champêtre
réf : 2025-27/01-08

Vu la présentation du service de garde champêtre par l'entreprise Brigade Verte lors du Conseil Municipal du 30 septembre 2025.

Considérant que le tarif forfaitaire pour une année est de 3 750€ HT soit 4 500€ TTC.

Considérant que les frais de rédaction, d'impression, postaux pour chaque infraction relevée et constatée par procès-verbal sont de 25€ par acte.

Considérant que les frais de rédaction de compte-rendu d'intervention sont de 50€ par acte.

Considérant que l'entreprise opère sur plusieurs communes environnantes ;

Considérant que Monsieur Le Maire et 6 élus se sont rendus à Plerguer le 22 janvier 2025 pour rencontrer les élus de la commune de Plerguer pour recueillir leur avis sur le service de garde champêtre.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire de faire appel à l'entreprise Brigade Verte pour un service de garde champêtre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré la majorité (14 voix pour ,3 abstentions, Madame Ronsoux, Madame Hivert, Monsieur Leloup) décide :

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'entreprise Brigade Verte ;
-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A la majorité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 3)

Salle Serge Gas : devis chauffage et ventilation
réf : 2025-27/01-09

Vu la délibération n°3 du 9 décembre 2024 autorisant Monsieur le Maire à effectuer des demandes de subvention auprès de l'Etat au titre de la DETR, de la DSIL, du Fond Vert et auprès d'autres financeurs pour la mise aux normes du système de ventilation et l'installation d'un nouveau mode de chauffage.

Considérant le devis D-REN-PLE-24007 de l'entreprise Missenard d'un montant de 96 865 ,20 € HT soit 116 238,24€ TTC pour la mise aux normes du système de ventilation et l'installation d'un nouveau mode de chauffage.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire de signer le devis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le devis D-REN-PLE-24007 de l'entreprise Missenard d'un montant de 96 865 ,20 € HT soit 116 238,24€ TTC pour la mise aux normes du système de ventilation et l'installation d'un nouveau mode de chauffage.
- d'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Défense extérieure contre l'incendie : choix de l'emplacement et du devis
réf : 2025-27/01-10

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les articles L 2213-32 et L 2225-1 à 10 ;

Vu le décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu le règlement départemental de DECI ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-23672 du 5 juillet 2018 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie d'Ille-et-Vilaine (RDDECI 35) ;

Vu que la DECI doit être assurée par la présence d'un point d'eau incendie à moins de 200 mètres dans le secteur urbain et à moins de 400 mètres dans le secteur rural ;

Vu le premier état des lieux fait en 2020 sur les PEI présents sur le territoire de la commune de Pleine-Fougères et les manques relevés ;

Vu les préconisations du SDIS encourageant les communes à réaliser un schéma communal DECI compte-tenu de ce qui précède ;

Vu le renforcement des défenses incendies effectué depuis 2021 avec l'installation de poteaux et bâches à incendie dans la commune ;

Vu la délibération n° 4 du Conseil Municipal du 09 décembre 2024 autorisant Monsieur le Maire à effectuer une demande de subvention au titre de la DETR ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire sur les préconisations de Veolia d'installer pour l'année 2025 une bâche à la Lande Chauve pour un montant de 21 210€ HT soit 25 452€ TTC selon le devis n° 06-558950,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le devis 06-558950 pour un montant de 21 210€ HT soit 25 452€ et à implanter la bâche à la Lande Chauve ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier ;

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Vidéo-protection communale : demande de subventions
réf : 2025-27/01-11

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'installer des caméras de vidéo protection sur la commune de Pleine-Fougères ;

Vu la présentation du dispositif de vidéo protection par la gendarmerie lors du Conseil Municipal du 3 juillet 2023 ;

Vu la commission sécurité du 13 septembre 2023 donnant un avis favorable au dispositif de vidéo protection ;

Vu le courrier n°35/2023 du commandant de groupement de gendarmerie donnant un avis favorable à la réalisation d'un diagnostic de vidéo protection ;

Considérant la proposition de Monsieur le Maire de demander des subventions au titre de la DETR, au titre du FIPD (Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance) , au titre de la DSIL ainsi qu'auprès d'autres financeurs pour la mise en place d'un dispositif de vidéo protection au sein de la commune de Pleine-Fougères ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

-d'autoriser Monsieur le Maire à demander des subventions au titre de la DETR, au titre du FIPD (Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance) , au titre de la DSIL ainsi qu'auprès d'autres financeurs pour la mise en place d'un dispositif de vidéo protection au sein de la commune de Pleine-Fougères ;

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Bannière de l'église : demande de subventions
réf : 2025-27/01-12

Considérant qu'une bannière de l'église nécessite une rénovation.

Considérant la proposition de Monsieur le Maire d'effectuer des demandes de subventions auprès de l'Etat au titre de la DSIL, au titre de la Fondation du Patrimoine, au titre des aides locales du Crédit-Agricole ainsi qu'auprès d'autres financeurs pour la réfection de la bannière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :

-d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer des demandes de subventions auprès de l'Etat au titre de la DSIL, au titre de la Fondation du Patrimoine au titre des aides locales du Crédit-Agricole ainsi qu'auprès d'autres financeurs pour la réfection de la bannière.

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

A l'unanimité (pour : 17 contre : 0 abstentions : 0)

Questions diverses :

Complément de procès-verbal :

Monieur Cayre a donné sa procuration pour les deux premières délibérations.

Séance levée à: 20:00

En mairie, le 21/02/2025

Le Maire
Louis THÉBAULT

Secrétaire de séance
M. GUILLOUX Sylvain